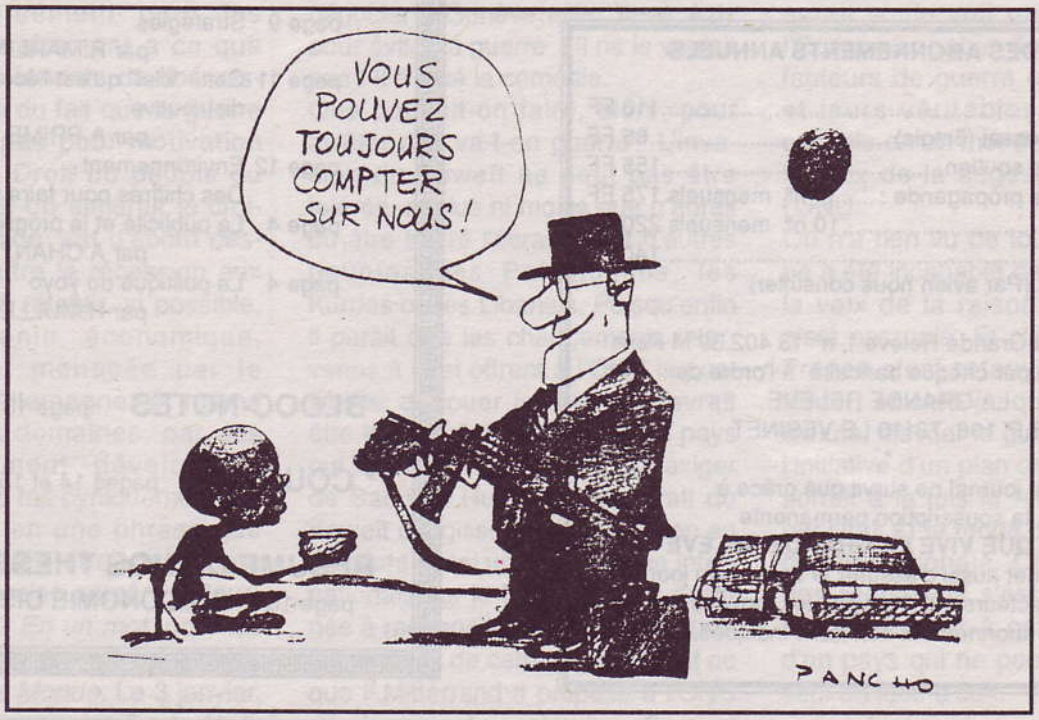
M 1669 - N°897 - 11 F - FEVRIER 1991 - ISSN 0398 - 2076

LA GRANDE RELÈVE

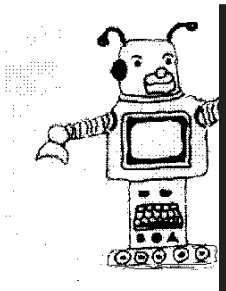
DES HOMMES PAR LA SCIENCE

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ECONOMIQUE FONDÉ EN 1934 PAR JACQUES DUBOIN



L'humour de Pancho est plus que jamais, hèlas, d'actualité...

M1669 - 897 - 11,00 F



Directrice de la publication :
Marie-Louise DUBOIN
Recherche et documentation :
René MARLIN
Diffusion et relations extérieures :
André PRIME
*
Rédacteurs (tous bénévoles) :
les abonnés qui le souhaitent.
Les manuscrits sont choisis
par le comité de lecture
et ne sont pas renvoyés.
*
Impression : TIPE, R. PERNEL
11, rue du Progrès, Montreuil.

Commission paritaire N°57434.
Diffusé par les N.M.P.P.

AU SOMMAIRE DE CE NUMERO :

*** EDITORIAL**

page 3 L'échec de l'Europe
par M-L DUBOIN

*** ACTUALITES**

page 4 A Berlin-Est:
Le sort d'une grève

En Suisse:
L'éthique avant le fric!
page 5 Et maintenant?
par A.PRIME
page 7 Lu,vu,entendu

*** REFLEXIONS**

page 9 Stratégies
par R.MARLIN
page 11 Cette “clef” qu'est l'économie distributive
par A.PRIME
page 12 Environnement
Des chiffres pour faire réfléchir
page 4 La publicité et le progrès
par A.CHANTRAINE
page 4 La politique du yoyo
par H.MULLER

***BLOOC-NOTES** page 13

*** COURRIER** pages 14 et 15

*** RESUME DE NOS THESES**
page 16 **L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE**

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France.....110 FF
Abonnement d'essai (6mois) .....65 FF
Abonnement de soutien..... 155 FF
Abonnement de propagande : ..... 5 n° mensuels.175 FF
.....10 n° mensuels 220 FF
Etranger.....140 FF
(Par avion nous consulter)

Règlements :
par C.C.P. " La Grande Relève ", n° 13 402.39 M Paris
par mandat ou par chèque bancaire à l'ordre de :
LA GRANDE RELEVE
B.P. 108, 78110 LE VESINET
*
Ce journal ne survit que grâce à
la souscription permanente
"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVE"
qui nous permet aussi d'assurer le service du journal à ceux de nos lecteurs qui n'ont pas les moyens de payer leur abonnement aux tarifs indiqués.

TELEPHONE
les mardi et jeudi, *l'après-midi*
(16) 1 30 71 58 04

MINITEL :
3614
code :
CHEZ *REIN

Pour votre propagande, une brochure à faire lire :

L'ECONOMIE LIBEREE

par Marie-Louise DUBOIN

résumant et actualisant les thèses distributistes. Un outil de travail simple, efficace, facile à lire, court (60 pages), avec de nombreux graphiques. (22 F pièce, franco)

Pour votre réflexion personnelle, un roman :

LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000

du même auteur. Se lit comme un roman et fait comprendre les mécanismes de l'économie actuelle et ceux d'une économie alternative. L'économie distributive vécue dans ses détails. (Edition Syros, 300 pages, 85 F, franco).

Et deux rééditions de livres de Jacques DUBOIN :

KOU, L'AHURI *et* LES YEUX OUVERTS

publiés pour la première fois le premier dès 1934, le second en 1955, mais tous deux, remarquablement, toujours d'actualité ! (65 F franco, chacun des deux volumes).

Tous ces ouvrages peuvent être commandés au journal.

L'ÉCHEC DE L'EUROPE

par Marie-Louise DUBOIN

Quelle aubaine cette guerre du Golfe ! C'était vraiment la fête, après l'annonce des premiers bombardements, ce 17 janvier 1991,dans toutes les Bourses du monde. Celle de Paris a crevé le plafond : +7 %. Tandis que le prix du pétrole faisait une chute spectaculaire. Les économistes, tous distingués bien sûr, n'avaient évidemment pas prévu celà, bien au contraire. D'ailleurs, ils n'en sont pas encore revenus!

Pour nous c'est, hélas, une éclatante confirmation de plus non seulement du fait que, de façon générale, ce qui est bon pour la Bourse ne l'est pas forcément pour les peuples, contrairement à ce que prétendent les tenants du libéralisme, mais aussi du fait que la guerre du Golfe n'a pas pour motivation essentielle le Droit du peuple du Koweit, comme on aimerait le croire.Cette "croisade" est d'abord destinée à combattre la récession aux Etats-Unis et à rétablir, si possible, leur hégémonie économique, sérieusement menacée par le Japon, par l'Allemagne, et même dans certains domaines, par des pays récemment développés. L'aveu en a été fait cyniquement par James Baker en une phrase que nous avons déjà citée ici-même dans notre dernier numéro *"Pourquoi la guerre? En un mot, pour les emplois"* .La preuve en est encore apportée par *le Monde*. Le 3 janvier, ce journal titrait ***"Les Etats-Unis en récession"*** et en montrait les conséquences effrayantes, entre autres l'augmentation record de la criminalité en 1990 où 2200 personnes ont été tuées à New-York, 483 à Boston, 522 à Philadelphie, 959 à Los Angeles .Le 6 janvier, je le cite :"***Chômage aux Etats-Unis***. *Le plus haut niveau depuis juillet 1987. Entre juin et décembre 1990, le nombre des sans-emploi a augmenté d'un million... L'économie américaine a perdu 515.000 emplois pour l'ensemble du 4e trimestre 1990"*. Tandis qu'en première page on notait le même jour : *"Les bons comptes des banques allemandes malgré le coût de l'unification".*

Voilà bel et bien le véritable mobile de l'épouvantable guerre qui vient de commencer. Alors, qu'on ne nous raconte pas que James Baker était déçu de n'avoir pas réussi à négocier à Genève avec Tarak Aziz pour éviter la guerre : il ne le voulait pas ! Il a joué la comédie.

Que pouvait-on faire, alors, pour arrêter ces va-t-en guerre? L'invasion du Koweït ne peut pas être tolérée, ni plus ni moins que n'aurait dù être toléré l'écrasement d'autres peuples, les Palestiniens, les Kurdes ou les Libanais. Puisqu'enfin il parait que les changements intervenus à l'Est offrent à l'ONU la possibilité de jouer le rôle qui devrait être le sien, il fallait que les 28 pays qui se sont mis d'accord pour exiger de Saddam Hussein son retrait du Koweït élargissent leur résolution en exigeant aussi une conférence internationale sur le Moyen Orient destinée à reconnaitre les Droits de **tous** les peuples de cette région. C'est ce que F.Mitterrand a proposé à l'ONU dès le mois de septembre. Ce sont les Etats-Unis, sous la pression des lobbies qui les dirigent et d'Israel qui s'y sont opposés. Celà n'a pas été assez souligné. Et celà explique le manque de conviction de Perez de Cuellar dans son ultime mission de bons offices.

Et l'Europe s'est écrasée…Elle avait pourtant un rôle essentiel à jouer, en faisant valoir une volonté de justice et de négociation entre les nouveaux "blocs". Il lui fallait trouver la force de persuasion nécessaire pour imposer cette volonté. Elle en a été incapable. L'union fait la force, dit-on. Or il n'y a pas d'union européenne. Chaque pays n'a pas de plus grand souci, dans la compétitivité qui y domine toutes les pensées, que de tirer profit, pour soi seulement, de l'Europe en projet. On aurait voulu un Parlement européen capable d'exprimer le désir de paix et de justice des peuples, on aurait voulu voir un Président de l'Europe capable de dénoncer les fauteurs de guerre où qu'ils soient et leurs véritables motivations, capable en un mot de faire entendre la voix de la sagesse au sein de l'ONU.

On n'a rien vu de tout celà. L'Europe a été incapable de faire entendre la voix de la raison parce qu'elle n'est pas unie. Et c'est ainsi que la France s'est retouvée seule pour tenter, et celà jusqu'à la dernière minute, d'éviter la guerre en prenant l'initiative d'un plan de paix qui comportait à la fois le retrait du Koweït par l'Irak ET la tenue d'une conférence internationale. L'intransigeance des Etats-Unis s'est opposée irrémédiablement à cette entreprise d'un pays qui ne peut faire le poids seul en face d'eux.

En attendant, nous n'avons plus que la guerre pour faire échec à l'ambition hitlérienne d'un Saddam Hussein doté des moyens modernes de destruction que nous avons contribué, par intérêt, à lui procurer.

Au bon logo

Nous publions dans ce numéro neuf propositions de logo et slogans envoyés par nos lecteurs. Certaines datent de plusieurs dizaines d'années…et beaucoup se réfèrent de façon un peu démodée à une corne d'abondance. Dites-nous si l'une de ces propositions (la première a été publiée dans notre numéro précédent) vous a séduit. ou envoyez-nous des propositions meilleures avec des slogans encore plus percutants.

A vos méninges!

LE SORT D'UNE GREVE

Nous avons reçu de Berlin-Est le témoignage suivant:

Au début de novembre, les cheminots de l'ancienne RDA ont fait une grève…Tous les trains étaient arrêtés pour deux jours. Mesure syndicale extraordinaire. Il y a 270.000 cheminots dans ce territoire, 95 % ont voté pour la grève, majorité rare dans une initiative syndicale. Les cheminots demandaient une augmentation de leurs salaires pour atteindre 50 % des salaires des cheminots de l'Allemagne de l'Ouest. Actuellement, ils ont 30 % de ces salaires et ils veulent arriver à la moitié. Une demande bien modeste. Malgré cela, le gouvernement de Bonn a vigoureusement condamné la grève et mobilisé l'opinion publique contre les cheminots. La pression était tellement forte que les cheminots ont dû abandonner la grève sans résultat. On leur a promis de discuter la question dans un an. Tout de même, la grève montre que les formes scandaleuses de l'annexion de la RDA ne restent pas sans réponse des travailleurs. Probablement est-ce le signal de graves conflits sociaux dans ce territoire.

Karl RITTER

Une grande première:

L'ÉTHIQUE PASSE AVANT LE FRIC

La "Banque alternative" (BAS) ouvre ses guichets ce matin à Olten. Le "PBH" (paysage bancaire hélvétique) s'enrichit ainsi d'un établissement qui se veut cependant différent de tous les autres : laBAS ne cherche pas de bénéfice maximum. La banque souhaite n'accepter que de l'argent *"propre"* et accorder des crédits à des conditions avantageuses pour des projets éthiquement défendables, a-t-il été souligné à Olten.

Le déposant de fonds auprès de la BAS doit non seulement en déclarer l'origine et confirmer que ces fonds ont été imposés, mais aussi accepter un intérêt très bas. Par exemple, la banque servira un intérêt de 3,5 % sur un compte d'épargne, ou 4,25 % sur une obligation de caisse de deux à cinq ans. Pour le client, c'est le prix de la bonne conscience. En effet, il pourra être sûr que son argent sera utilisé selon des exigences éthiques rigoureuses pour des projets de type social ou écologique.

Une différence idéologique

La banque s'écarte donc, idéologiquement, des autres banques, surtout des grandes banques. En conséquence, elle renonce aussi à des services bancaires classiques tels comptes-salaires, paiements, bourses, mandats de gestion de fortune, petits crédits et leasing. Elle n'a pas de comptes à numéros et entend présenter des bilans *"transparents comme du verre"*, a précisé le président du conseil d'administration Hans Ulrich Schudel.

La BAS démarre avec un capital-actions de 9,5 millions de francs. La banque travaille selon le principe de la couverture globale des coûts et réalise des gains en vue de la constitution de réserves, du renforcement du capital propre et la formation de provisions. Pendant les cinq premières années, un dividende sera versé, selon un taux correspondant à celui offert pour l'épargne.

Les craintes, émises au départ, que la BAS ait de la peine à placer les fonds de ses clients, se sont estompées, a noté un membre de la direction, Andreas Ragaz. La banque a déjà reçu plus d'une centaine de demandes de crédits, dont la moitié, soit quelque 50 millions de francs, répondent aux critères idéologiques de la BAS et sont recevables.Plusieurs crédits ont d'ailleurs déjà été octroyés.

Les projets candidats à un crédit de la BAS se concentrent actuellement surtout dans le domaine hypothécaire, en particulier dans la construction de logements. Une première hypothèque est actuellement fournie au taux de 6,25 %. *(Tribune de Genève, 28 octobre 1990, Transmis par D. Bloud)*

LA PUBLICITE ET LE PROGRES

La publicité freine l'évolution de l'humanité.

Elle ne rend pas service puisqu'elle est au service de l'argent et du profit.

Mensongère et servile,
elle conditionne,
abêtit et asservit
les hommes, les femmes
et les enfants.

Elle n'est pas informative, mais déformative.

Elle défend l'accessoire au détriment de l'essentiel.

Elle va à l'encontre du véritable progrès économique et social.

La preuve :
Avez-vous déjà vu de la publicité
en faveur
de la Justice et de la Paix ?

Albert CHANTRAINE

LA POLITIQUE DU YOYO

Le prix du pétrole augmente ? Les Compagnies engrangent les dollars à la pelle. Il diminue ? Elles engrangent le produit pour des temps meilleurs, réduisent l'allure de leurs tankers. Le dollar monte ? La vie renchérit. Les spéculateurs pavoisent. Les populations gémissent. Il chute ? Une bonne affaire pour les pays endettés. La ruine pour la gent exportatrice. Les prix s'envolent ? Le commerce hisse le grand pavois. Les acheteurs se serrent la ceinture. Ils s'effondrent sous l'effet de l'abondance ? Agriculteurs et éleveurs descendent dans la rue, arrêtent les trains et cassent la baraque. Les faillites se précipitent. Le chômage progresse. La monnaie se dévalue ? Les épargnants perdent leur chemise. Elle se réévalue ? C'est au tour des endettés de vendre la leur.

Ainsi va l'économie de marché et de profit. Une économie de funambule à la recherche d'un équilibre toujours précaire. L'insécurité à perpète.

Henri MULLER

ET MAINTENANT ?

par André PRIME

Il y a quelques années, Jean Boissonnat (1) écrivait :*"Il faut analyser la crise comme une période de transition qui peut durer un quart de siècle".* Autrement dit, jusqu'à l'an 2000. D'ici là, il peut donc se passer encore beaucoup de choses.

Pendant trois années (1987-89), les économies des pays riches, en crise depuis près de quinze ans, avaient retrouvé une croissance et des profits dignes des *"trente glorieuses"*. Peu importait que ce soit au prix d'un désastre social. Les plus optimistes pouvaient penser que c'était reparti... comme en 45.

Las, dès 1990, les choses se gâtent. La morosité resurgit et les perspectives pour 1991 sont plutôt sombres : croissance voisine de zéro aux Etats-Unis - qui ont donné le "la" - , de 1 à 2 % dans les autres pays, exception faite du Japon et de l'Allemagne qui ne semblent pas "touchés" par la récession (2).

Le chômage qui n'avait pas vraiment régressé pendant les trois années d'euphorie, s'accroit à nouveau (train de licenciements chez Bull, Thomson, Renault en France) ; les déficits commerciaux s'alourdissent, les investissements ralentissent, l'inflation sévit en Angleterre, aux Etats-Unis. L'industrie est la plus touchée.

En 1989-1990, on n'en finissait pas de saluer la fin du communisme et le triomphe du libéralisme, baptisé plus communément *"économie de marché"* qui, dans la bouche ou sous la plume de ses hérauts, n'est autre que l'euphémisme de capitalisme.

***

Pour mémoire, rappelons quelques lignes de la prestation de cet obscur conseiller américain, Francis Fukuyama, prestation qui a fait un tabac parce qu'elle venait à point pour servir "la cause" : *"En deux siècles, un consensus s'est bâti autour du libéralisme, désormais considéré, en politique comme en économie, comme un système viable et souhaitable. C'est cette adhésion à la démocratie libérale en tant que forme ultime de gouvernement que j'appelle "la fin de l'Histoire"...Cette évolution est arrivée à son terme dans les états libéraux et démocratiques issus des révolutions française et américaine et fondés sur les principes de liberté et d'égalité. (...) Il est clair qu'en Occident, la lutte des classes est dépassée. L'égalitarisme de l'Amérique moderne incarne dans ses grandes lignes cette société sans classes dont rêvait Marx"*.

Or, que constate-t-on au terme de l'année 1990 ? Le communisme - mais aussi dans la foulée le socialisme - est à peine "enterré" (encore qu'on veuille ignorer qu'il reste un gros morceau : la Chine) ; le capitalisme est à peine au faîte de sa gloire que déjà, de plusieurs côtés, le doute s'instaure : car rien n'est simple, rien n'est joué.

Pour s'en tenir à la France, à la "une" de l'Evénement du Jeudi du 29 novembre , on peut lire : *"Après le naufrage du communisme et la faillite du socialisme, demain la crise du capitalisme"*. Et sans point d'interrogation.

Et Le Monde du 27 novembre chapeautait ainsi un très long article d'E. Balladur : *"Avant qu'il ne soit trop tard. Le monde est menacé par une crise monétaire et financière grave qui rend urgent un nouvel ordre international"*.

Voici quelques extraits, parmi les plus significatifs, de l'article de E. Balladur : *"Personne ne peut croire que la situation actuelle, caractérisée par une trop grande différence entre le volume des sommes transférées d'une place à l'autre et le volume des capitaux réellement nécessaires pour le financement des échanges commerciaux et des investissements sera durable...*

Sans verser dans un pessimisme excessif, on peut craindre que nous ne soyons dans une situation telle qu'à tout moment le moindre incident financier détruise, par une réaction en chaine incontrôlable, le progrès et la stabilité du monde...

Pourtant l'urgence me paraît d'autant plus grande que le monde développé n'est peut-être pas durablement sorti de la crise économique, qu'il doit aujourd'hui faire face au redressement des pays de l'Est et au sauvetage de la plupart des économies du tiers-monde, sans parler des nuages qui s'amoncellent sur la situation financière des Etats-Unis et du Japon...

Prenons garde ! Si le monde devait connaître une crise monétaire et financière grave qui détruirait sa prospérité, c'est un libéralisme qui se serait montré incapable de se discipliner et de s'ordonner qui en serait rendu responsable, et alors renaîtraient immanquablement les tentations étatiques qui font l'essentiel du socialisme...".

***

Les différents articles de l'Evénement du Jeudi sur la crise du capitalisme se situent dans un autre registre : *" C'est le capitalisme qui a enfanté le socialisme en réaction à ses turpitudes et c'est le socialisme qui, en retour, par la terreur qu'il a suscitée, a permis au capitalisme de se régénérer par la réforme. D'où la question bizarre qui vient tout de suite à l'esprit : le capitalisme n'a-t-il pas perdu avec le socialisme un de ses éléments régulateurs ? Dès lors, il n'y a plus d'autre comparaison possible que celle de soi avec soi, du capitalisme avec lui-même. En face de lui ne se dresse plus "l'autre", mais son propre double grimaçant, tel que l'a modelé peu à peu la nouvelle croissance des inégalités, des précarités et des exclusions...*

Demain des émeutes programmées de Katowice ou de Poznan, Bratislava ou Budapest, ne seront plus des insurrections anticommunistes, mais des explosions internes au système libéral. Il faudra donc gérer ce qu'il suffisait jusque là de stigmatiser. Le capitalisme désormais n'est plus innocent de rien... Donc, nous sommes revenus au point de départ. Il n'y a plus deux systèmes, il n'y en a plus qu'un".

C'est assez bien vu : le capitalisme se retrouve face à ses propres contradictions. Dire que nous

sommes *"revenus au point de départ"*, c'est inexact en ce sens que l'Histoire reprendra sa marche en avant en tâchant d'éviter de renouveler les mêmes erreurs.

Un autre article de l'Evénement, signé A. Chambraud, offre un autre éclairage :*" Paradoxe de l'Histoire, il semble au contraire que nous entrions dans une période qui sera marquée par une socialisation croissante de la planète, pour des raisons non pas circonstancielles, mais durables et de fond... Il va donc falloir nous habituer à l'idée que le capitalisme n'est pas notre maître, mais seulement un instrument, parmi d'autres, du progrès. Irremplaçable sans doute pour réguler l'économie marchande ordinaire, il n'est pas opérationnel pour le reste..."*.

En résumé, la faillite du communisme tel qu'il a évolué et a été appliqué ne consacre pas, contrairement à ce que pense Fukuyama, la fin de la lutte des classes. Au contraire. Celle-ci doit être envisagée comme beaucoup plus vaste : le secteur "négatif" de la société duale secrété par la dernière crise du capitalisme va se mettre en marche. Nous sommes peut-être à l'année zéro d'une nouvelle lutte gigantesque à l'intérieur des pays riches et au niveau nord-sud.

La lutte va repartir à un nouveau palier, avec une nouvelle donne, variable selon les pays, les grands groupes de la planète. Ainsi, si la guerre du Golfe avait lieu, l'islamisme serait une composante majeure de cette lutte (il l'est déjà sans cela).

Quel nom - quels noms - prendront les nouvelles luttes, les nouveaux régimes anticapitalistes ? Peu importe, ce qui compte, c'est la réalité des combats. Mais le capitalisme a tort de croire que le beau mot de socialisme est rayé de l'histoire.

Non, M. Fukuyama, *"l'égalitarisme de l'Amérique moderne n'incarne pas cette société sans classe dont rêvait Marx"* (elle en est très, très loin) ; non, M. Fukuyama, les deux siècles de luttes depuis la Révolution de 1789 n'auront pas servi de tremplin pour assurer le triomphe définitif du capitalisme.

Déjà, les pays de l'Est qui ont foncé tête baissée dans l'économie de marché, type capitalisme intégral, sont inquiets : le chômage galope, la drogue, le vol, le crime s'installent. La liberté et la démocratie, versions occidentales, ne sont pas le paradis. Loin de là (3).

En France, le gouvernement "socialiste" qui gère au mieux le capitalisme comprend sa douleur : grèves, violence, chômage en hausse.

Pour nous, distributistes, au moment où tous les partis sont en panne de "Grand dessein" et de surcroît discrédités, c'est le moment où jamais d'accroître notre action : le socialisme, l'économie distributifs doivent apparaître de plus en plus comme la seule solution globale et harmonieuse : urbanisme, écologie, éducation, emploi pour tous avec salaires en augmentation constante, paix.

Ce n'est pas le moment de baisser les bras.

——-

(1) Le même Jean Boissonnat, dans l'Expansion du 11 janvier 1990, écrivait : *"Jamais autant d'hommes nés dans les conditions du Moyen-Age ne seront morts éclairés à l'énergie nucléaire, transportés à la vitesse du son, informés instantanément de ce qui se passe à l'autre bout du monde par un écran installé dans leur salle à manger.... Cependant l'homme et les sociétés recherchent d'autant plus le sens des choses que ces dernières changent plus vite. Voilà bien la question que le XXe siècle transmet au XXIe".*

(2) Sans doute parce que ces deux pays, sans négliger l'activité financière, ne se sont pas contentés d'une "économie-casino" et ont développé une activité industrielle et exportatrice sérieuse et soutenue.

(3) *"Le pire des systèmes à l'exception de tous les autres"* disait Churchill

au bon logo

proposition N°2 — proposition N°3

ces deux dessins, très colorés, ont beaucoup perdu dans la reproduction

Un socialisme à visage humain

André Prime vient de publier sous ce titre une brochure de 40 pages (21X15 cm) correspondant, avec quelques développements, au texte de la cassette proposée dans nos derniers numéros. Il se propose de vendre la cassette et la brochure ensemble au prix de 70 F, ou la brochure seule au prix de 20 F l'exemplaire, 55 F les trois, 85 F les cinq ou 160 F les dix.

Toutes les personnes qui ont déjà commandé une cassette recevront bientôt une brochure gratuite, de même que tous ceux qui commanderont la cassette avant la fin du mois de mars prochain.

Rappelons que la cassette a été enregistrée pour vous dispenser de faire vous-même la "conférence-maison" et lancer le débat lorsqu'ayant réuni quelques amis, vous souhaitez les amener à réfléchir et discuter sur la crise du capitalisme et l'économie distributive. Son prix franco est de 50 F.

Envoyez, à l'adresse du journal , vos commandes et chèques à l'ordre de André Prime.

Y VIENDRAIENT-ILS?

L"Evénement du Jeudi",(29-11-1990), publie un dossier intitulé de manière suffisamment explicite : *"Après le naufrage du communisme et la faillite du socialisme... Demain la crise du capitalisme"* Outre des affirmations contestables, et pour cause, telles que *"les errements du capitalisme ne peuvent être jugés à aucune aune, toutes ses alternatives sont en ruine",* l'hebdomadaire ne découvre rien que nous n'ayions pas déjà dénoncé. Néanmoins il constate que le capitalisme est incapable de résoudre à la fois les problèmes limités dans l'espace de la concentration urbaine et à l'autre bout, ceux de la protection de la planète. Dans une interview illustrée par une photo de Wall Street en 1929, L. Stoleru affirme *"Si les capitalistes ne sont pas imposés, il y aura un jour une nouvelle révolution populaire"* et il ajoute : *"Le chômage d'aujourd'hui est lié à la révolution technologique ; on peut aujourd'hui produire tellement plus et tellement mieux qu'il est difficile d'utiliser beaucoup de main-d'oeuvre, même avec un taux de croissance élevé. Il y a sans doute un nouveau modèle d'emploi à imaginer, mais aucun pays n'a encore réussi à le mettre au point. Si vraiment il fallait parler d'un danger qui menace l'économie de marché, c'est bien celui-là. Le reste, les problèmes financiers et autres, on le résoudra".*

L'EDJ cite M. Allais : *"L'économie mondiale tout entière repose aujourd'hui sur de gigantesques pyramides de dettes, prenant appui les unes sur les autres dans un équilibre fragile. Jamais dans le passé une pareille accumulation de promesses de payer ne s'était constatée. Jamais sans doute, il n'est devenu plus difficile d'y faire face...Jusqu'ici un effondrement a pu être évité, mais il devient de plus en plus dificile de faire face à des déséquilibres que personne n'est réellement capable de contrôler et de maîtriser. En fait, il n'existe aucun exemple dans le passé où un développement aussi inconsidéré du crédit et de l'endettement ne se soit pas finalement terminé par un effondrement".*

Y-M Laulan (économiste, ancien directeur des études économiques de l' OTAN) affirme *"Le vrai capitalisme ne doit pas autoriser les rentes de situation et le système est malade lorsque l'on constate un dé-calage entre le taux de croissance de l'économie réelle et le taux de croissance de l'économie financière. La condamnation aux Etats-Unis de l'ex-roi des junk bonds Michael Milken, la chute de Margaret Thatcher en Grande-Bretagne, les difficultés d'Alain Minc, patron de Cerus, en France, sont très symboliques. Mais je pense que la correction du capitalisme sera extraordinairement longue et douloureuse. Je m'attends notamment à un véritable effondrement aux Etats-Unis".*

Le dossier contient des articles sur *"la chute du thatchérisme"* après avoir été à l'origine d'une inflation record en Europe (11 %) et avoir menacé 400.000 personnes d'être jetées à la rue ; sur *"la mort du grand rêve américain"* avec les faillites des caisses d'épargne et des banques en série, plus 3100 milliards de dollars de dettes publiques de l'Etat; sur la *"plongée angoissante chez les stakhanovistes de la finance"* où l'on voit les démarcheurs financiers japonais acheter leurs propres actions sous de faux noms pour atteindre leurs quotas de vente…

R.M.

***

ORIGINAL !

Voici du même économiste que ci-dessus une proposition originale pour un pays qui compte deux millions cinq cent mille chômeurs:

…La solution est donc ailleurs. Elle consiste à permettre aux personnes âgées, celles qui ont atteint l'âge de la retraite, et qui le peuvent et le souhaitent, de continuer à produire.

….Il faut…redonner à ceux qui le souhaitent la capacité d'accroître l'offre de leurs services et d'en tirer une amélioration de leur niveau de vie.

Et c'est un journal réputé sérieux qui le publie !

(Y.M. Laulan, Le Monde, oct.1990)
(Transmis par R. Pellet, Argenteuil)

***

ET RAYMOND BARRE?

Le 8 janvier, au cours d'un débat organisé par "La vie publique", R.Barre déclarait:

M.Bush veut devenir le gendarme du globe. C'est une ambition que les Européens ne peuvent accepter. Nous serons fatalement conduits à mettre un frein à cette politique. De plus en plus, les intérêts européens n'apparaissent pas superposables aux intérêts américains. Il y a une différence entre un comportement de satellite et un comportement de partenaire…Nous avons fait tout ce que les Etats-Unis oint successivement demandé."

(Le Monde,9-1-1991)

Courageuse et lucide déclaration d'un homme de droite qui apporte de l'eau à notre moulin.

A.P.

***

L'IVRAIE ET LE BON GRAIN

Jean-Michel Baylet, ancien président du MRG, souhaite une nouvelle majorité, *"associant tous ceux qui voient la France comme une grande démocratie libérale en matière économique, progressiste en matière sociale, vigilante quant aux libertés individuelles et soucieuse de sa place en Europe et dans le monde".*

(Le Monde, 25 -11-1990)

Profession de foi qui serait excellente si elle n'était favorable au libéralisme économique. Or celui-ci menace de ruiner le progrès social, et, de différentes manières, les libertés individuelles.

P.H.

LES VICTIMES DE L'EMBARGO

Déclaration de M. Richard Reid, directeur de l'UNICEF pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord: *"La crise actuelle a déjà un impact important sur des enfants en Jordanie et au Yémen, mais bien moindre (...) en Irak. Je pense que la principale raison en est que, pendant la guerre contre l'Iran, les Irakiens ont mis en place des réserves de produits de première nécessité - vivres, médicaments - qui leur sont d'un grand secours".*

(Le Monde, 21 -12-1990, transmis par P. Herdner)

***

TIMISOHARA EN PERMANENCE!

J-F Kahn, directeur de l'Evénement du Jeudi, passait sur France-Inter début janvier. Il donnait, entre autres choses, son point de vue de journaliste sur la façon dont les événements de Roumanie, fin 1989, s'étaient en fait déroulés. Tout le monde sait maintenant que les fameux charniers de 6 ou 7000 personnes - dont des bébés - torturées n'étaient qu'un montage réalisé avec quelques dizaines de cadavres récupérés dans les morgues, nudifiés et mutilés abominablement après coup. Or tout le monde a marché. L'horreur nous a saisis au coeur même des fêtes de Noël.

Et souvenez-vous des 60.000 morts! Or J.F. Kahn expliquait qu'on nous avait là aussi servi des scènes d'envergure truquées. L'essentiel, selon lui, avait été filmé dans un carrefour où se trouvaient 200 à 300 personnes. Chacun sait qu'un bon cinéaste peut donner une impression de foule immense avec quelques centaines de personnes.

Et ce témoignage de J.F. Kahn était curieusement conforté par Serge Moati qui racontait à la radio - à propos de la Roumanie ou de la Bulgarie - qu'il s'était insurgé auprès des chaînes de la Télé et qu'on lui avait répondu en substance : *"Ceci est notre affaire, mêlez-vous de ce qui vous regarde".*

La méthode Coué pour *"forcer"* les événements : Des photos *"scoop"* à la une des journaux télévisés ou écrits, et, ensuite, de timides *"rectificatifs"* ,souvent perdus en quelques lignes dans les pages intérieures ! Nous voilà informés. Nous sommes informés. Méfions-nous quand même !

A.P.

***

Erratum

La phrase de J. Chirac relative à Saddam Hussein, citée dans notre "Lu, vu, entendu" du n° 895, a été tronquée. Elle doit être ainsi complétée: *"C"est un grand dirigeant réaliste, conscient de ses responsabilités, soucieux du bon équilibre de cette région du monde qu'est le Proche-Orient".*

P.H.

***

Devinettes : QUI A DIT ?

1. *"La machine a pris le pouvoir sur la terre. Elle y a lancé un progrès matériel immense. Mais en même temps notre société n'est pas encore adaptée à la civilisation des machines..."*

2. *" Si les agitateurs du printemps de l'an dernier ont trouvé les moyens d'obnubiler tant de monde, c'est parce qu'ils ont exploité le malaise des rapports humains qui existe à l'intérieur de la civilisation mécanique moderne. Malaise profond d'ailleurs, au point que tous les régimes issus du vieux marxisme sont rongés et que tous les régimes qui veulent s'en tenir à l'ancien capitalisme en sont ébranlés.*
Comment trouver un équilibre humain pour la société mécanique moderne ? Voilà la grande question de ce siècle..."

3. *"Nous ne sommes pas en face d'un besoin de réforme, mais en face d'une des crises les plus profondes que la civilisation ait connue..."*

4. *"Cette répétition générale d'un drame suspendu montrait chez les grévistes, comme chez ceux qui les regardaient passer, la conscience de la fin d'un monde..."*

REPONSES

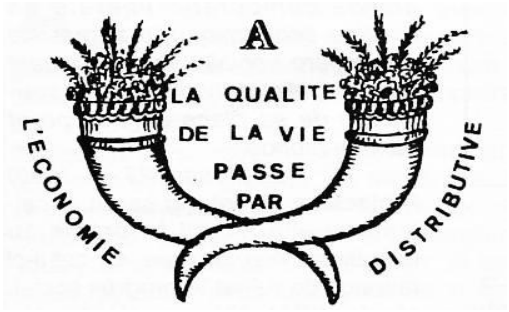
1. De Gaulle devant le Congrès américain.
2. De Gaulle - 1969 - Conférence de presse.
3. et 4. Malraux 1969

(Source :FR3 émission "De Gaulle et Malraux" , Novembre 1990)

au bon logo

proposition N°6

au bon logo



proposition N°5

SOUSCRIPTION PERMANENTE POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVE

Mme Fournier 390 - M. Regard 90 - L. Fouret 90 - P. Herdner 110 - S. Faure 130 - P. Le Nin 50 - B. Palier 145 - A. Robin 90 - G. Vaucel 125 - Anonyme 5.000 - H. Druel 40 - J. Robert 40 - P. Quittelier 40 - P. Delpon 65 - M. Beaudeau 100 - Calas 75 - H. Bevancon 890 - Allemand 40 - P. Magre 40 - J. Cornelio 190 - J. Valat 200 - R. Villégier 250 - Mle Corcellet 40 - R. Delloue 22,50 - Le Troter 600 - M. Couton 140 - Mme Gaidou 45 - Mme Bargas 300 - Mme Lahens 300 - Mme Deiro 140 - B. Labbé 140 - J. Legros 90 - R. Quicroit 90 - A. Liaume 290 - C. Fourcault 10 - J. Bourdette 105 - Z. Jérémie 90 - P. et C. Simon 155 - R. Carpentier 50 - A. Nahoum 240 - G. Jullien 40

Total : 11.077,50 francs

Merci à tous

STRATEGIES

par René MARLIN

A l'occasion des questionnaires parus récemment dans la Grande Relève (1), un débat s'est instauré entre nos lecteurs dont il convient, je pense, de se féliciter car, si nos thèses fondamentales sont l'objet, entre nous, d'un large accord, les moyens de parvenir à les mettre en oeuvre sont plus controversés.

Tout d'abord, nous n'avons pas à nous désoler d'avoir reçu une soixantaine de réponses à nos deux demandes. Certaines étaient fort argumentées et peu de revues telles que la nôtre pourraient se targuer d'une telle résonance parmi les lecteurs sur un sujet malgré tout difficile et austère. Mais les comptes-rendus de ces opérations ayant été donnés, l'objet de cette chronique sera plutôt d'examiner en détail certains points qui peuvent être considérés comme plus importants que les autres.

Tactique

La révolution brutale étant exclue, il convient de rechercher les dispositions à prendre et les idées à diffuser en priorité afin de se rapprocher de nos objectifs.

Rejetons, tout d'abord, ce que certains soutiennent et que nous rangerons sous l'appellation "politique du pire". Il est certain que nos idées progresseraient plus vite dans un pays pauvre où le nombre des miséreux serait encore plus grand et les salaires plus bas (2). Remarquons que pour s'instaurer l'économie des besoins suppose une certaine abondance et aussi que nous ne pouvons pas souhaiter sérieusement que notre action se développe au milieu d'un champ de ruines. Quoique très différent de notre socialisme, le communisme soviétique a démontré par l'absurde que le progrès politique ne se conçoit pas sans la satisfaction raisonnable des désirs de consommation courante. Chaque étape de l'évolution doit correspondre à une amélioration du niveau de vie afin de motiver les citoyens pour le pas suivant. Les "lendemains qui chantent" ne mobilisent plus.

Nous avons donc à nous féliciter, selon moi, de tout progrès matériel qui survient dans le cadre du système économique actuel, surtout si il correspond à un soulagement pour les plus démunis et même si les chances d'instaurer l'économie distributive devaient en être différées ou compromises.

Il est certain que si le capitalisme évoluait de lui-même vers l'économie des besoins "... en douceur et sans révolution" nous ne pourrions que nous en féliciter. Toutefois croire que le loup se transformera magiquement en agneau me parait relever de l'illusion dangereuse et démobilisatrice. Il faudra pour cela qu'il y soit acculé, même si nous convenons de nous limiter à des moyens démocratiques et pacifiques. Mais nos thèses progressent. Le principe suivant lequel l'ensemble des revenus doit permettre d'absorber toute la production écologiquement et matériellement possible est maintenant bien admis bien que les destructions d'aliments, les autolimitations de cultures et "l'assainissement" des marchés soient encore largement pratiqués. Il en résulte que pouvoir d'achat et travail sont à séparer, sans que l'incitation au labeur salarié encore nécessaire disparaisse entièrement. Le revenu minimum d'insertion, quoiqu'il y ait beaucoup à dire sur le terme "insertion" qui ne conduit pas forcément à un emploi classique, est communément admis. Il s'agit bien d'un début de revenu de citoyenneté tel que nous l'envisageons. La prochaine étape qui se dessine pourrait bien être l'allocation universelle de BIEN, le revenu minimum européen d'Alexandre Marc ou, pour se limiter à la France, le revenu d'existence de Yoland Bresson.

Manoeuvre

Essayons d'observer comment la dissociation entre salaire et rendement, hier encore inconcevable, à la fois pour les travailleurs et pour les chefs d'entreprises, s'est imposée. Nous en tirerons sûrement une leçon pour notre avenir. Malheureusement le cheminement d'un concept de ce genre est très mystérieux puisqu'il se produit dans la conscience collective des individus. Retenons pourtant que nos actions si inefficaces et si minimes qu'elles puissent paraitre contribuent toutes à faire avancer les choses et finalement à les faire basculer. La politique, même dans son sens le plus noble, est régie par des épreuves de force. Quelques ralliements individuels dus à votre puissance de conviction ou à la mienne peuvent entrainer la décision.

Par contre, je ne crois pas qu'il soit constructif de se heurter de front et sans préparation à une opinion dominante même s'il s'agit, selon nous, d'un préjugé néfaste. Choisissons deux exemples : l'héritage et le marché.

Releve

La disproportion choquante des richesses provient en grande partie de l'héritage. La plupart de nos concitoyens estiment normal de transmettre à leur descendance le patrimoine qu'ils ont constitué au cours de leur vie et il s'agit, chez beaucoup, d'une motivation essentielle; les mêmes, pourtant, n'admettent pas que les Rockefeller se succèdent les uns aux autres. En fait l'héritage est bien la plus grande injustice dans nos sociétés. Il constitue l'une des plus importantes inégalités des chances et l'on pourrait soutenir qu'il n'est pas conforme à l'article 1 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789.

Cela posé, nous en avons déduit une proposition sur l'héritage déjà exposée dans ces colonnes (3) et dans "Les affranchis de l'an 2000" (4). En quelques mots, les grandes entreprises seront socialisées c'est-à-dire gérées au niveau de la collectivité nationale ou territoriale intéressée, sous forme coopératives ou en autogestion. Les héritiers entreront en possession des biens meubles personnels de leurs parents décédés. Ils auront une priorité sur la résidence de ceux-ci, mais ils devront la louer à la collectivité par prélèvement sur leur revenu social. Ce revenu devant permettre de vivre largement et confortablement de la naissance à la mort, il ne sera plus nécessaire d'assurer une succession à ses enfants.

Il s'agit évidemment là du fonctionnement normal de l'économie nouvelle. Il pourra être prévu toute étape utile pour ne point provoquer inutilement ceux qui ne seraient pas prêts à accepter directement un tel changement. Par exemple, en transition, des formules de rachat pourraient être envisagées pour les petites et moyennes propriétés et pour

certains biens mobiliers tels qu'oeuvres d'art ou gros équipements de toutes sortes.

Intendance

Une autre question importante et difficile est la formation des prix liée au "marché" en économie capitaliste. Nous n'avons pas l'outrecuidance d'espérer la traiter rapidement ici. Le cadre restreint de cet article nous l'interdit, ainsi que le sujet choisi. Notons tout de même que l'adoption de la monnaie distributive, non thésaurisable, s'oppose à la plupart des spéculations éhontées courantes actuellement : jeux de bourse, monopoly des entreprises, revenus et pertes astronomiques des marchés à terme, salaires énormes, etc... Dès lors, il est tentant de laisser jouer la loi de l'offre et de la demande comme le suggère un correspondant (5). Ce serait sûrement la solution la plus simple. Elle serait peut-être acceptable, compte tenu de ce que nous venons de noter, et aussi que le marché pourrait jouer pleinement son rôle puisque :

1. les producteurs n'auraient plus intérêt, comme actuellement, ni la possiblité de créer des ententes, cartels et autres holdings ou trusts, à l'effet de limiter la concurrence et d'accroitre les profits.
2. les grossistes et détaillants de toutes sortes seraient dans le même cas.
3. les consommateurs seraient enfin reconnus comme des acteurs à part entière dans le processus de distribution, car les politiques ne seraient plus sous le coup du chantage à l'emploi des patrons et ne se croiraient donc plus obligés de favoriser outrancièrement ces derniers.
4. les responsables financiers ne seraient plus, comme les banquiers actuels, en même temps juges et parties, puisque les gestionnaires désignés par la collectivité auraient seuls, au nom de cette dernière, la maitrise de la monnaie.

Sous ces réserves et moyennant une étude plus approfondie, il me semble que la suggestion de Georges Gaudfrin (5) est recevable. Nous nous trouverions bien dans la ligne de notre propos : trouver des transitions, ne rien bouleverser pour le plaisir, profiter de la dynamique de certaines institutions existantes en supprimant leurs tares évidentes.

Ainsi serait organisé un véritable "marché" ouvert au lieu de la caricature actuelle manipulée par les puissances financières.

Mais cela suppose que nous avancions vers notre institution de base : la monnaie. Dans ce domaine, je continue à penser que nous avons à militer pour le franc vert tel que l'a imaginé Guy Denizeau (6). Voilà une proposition généreuse originale, réalisable de suite, progressive et progressiste, excellente transition vers l'économie que nous souhaitons et de nature à bien mettre en évidence, en particulier au coeur de l'hiver, le scandale de "la misère dans l'abondance".

D'abord limitée aux plus démunis, la monnaie verte véritable préfiguration de la monnaie distributive pourrait être étendue à des catégories moyennes, puis à tous. Pourquoi pas, pour commencer le versement en monnaie verte d'un supplément au RMI ou d'une partie de celui-ci ? Alors quelle organisation devons-nous adopter pour progresser ?

Recrutement

De nombreux distributistes regrettent que nous soyions incapables de réaliser notre unité et de transférer massivement notre lutte sur le plan politique. Je dirai que notre progression peut emprunter quatre voies :

1. la réflexion, les études, les mises au point, les informations, la diffusion de nos thèses qui ne sont, ce me semble, pas trop mal assurées par la Grande Relève.
2. l'association avec membres actifs, cotisations, sections, réunions qui est représentée par le Mouvement pour l'Autogestion Distributive (MAD).
3. le syndicat des groupes de salariés pour l'économie distributive (GSED) ; il est vrai surtout présents à Nantes et à Marseille.
4. le parti-type "Parti pour la 6e République".

Ceux qui veulent l'unité sont souvent les mêmes qui envisagent la création d'un autre groupement ou parti et le ralliement autour d'eux-mêmes ou de leur groupe. Sans aucune animosité, mais plutôt en toute amitié, je leur demande de réfléchir à ces questions :

- le parti ou groupement devra-t-il et pourra-t-il se substituer aux organismes existants ? pourquoi et comment ?
- les militants et éventuellement les soutiens financiers seront-ils vraiment plus nombreux ? Pour quelles raisons ?
- nos structures actuelles n'offrent-elles pas justement la variété et la souplesse requises pour que chacun choisisse de s'engager suivant ses disponibilités et ses préférences dans l'une ou l'autre de ces activités, sinon plusieurs comme le font beaucoup d'entre nous ?
- ceux pour qui cela ne suffit pas encore, n'ont-ils pas le choix de travailler pour des organismes proches, ou autres ? de militer, d'agir et d'écrire afin qu'y soient entendues nos idées ?
- ces associations ne sont-elles pas suffisamment nombreuses et ne prolifèrent-elles pas tellement que l'on devrait hésiter avant d'en soutenir ou d'en créer une autre qui soit vraiment différente ?
- enfin une campagne de type politique avec des candidats, des réunions, des affiches, etc... est-elle vraiment impossible en conservant l'organisation telle qu'elle est ?

Nos expériences passées dont beaucoup ont échoué - leur liste serait trop longue pour être donnée ici - montrent qu'il est illusoire de vouloir l'unité à tout prix puisque chacun d'entre nous a sa propre inclination tout à fait respectable. Si l'union fait la force, le parti unique a montré ailleurs toute sa nocivité.

Je conclurai donc sur ce point qu'il serait seulement souhaitable :

- qu'un pacte de non-agression et d'aides réciproques soit instauré et respecté entre nous et que le maximum de compréhension soit recherché.
- que, peut-être, une structure souple soit instituée à l'effet de rechercher quelles actions communes pourraient être envisagées. Cette structure serait telle qu'elle éviterait que chacun ait la sensation de se sentir invité à se rallier autour d'une personne ou d'une sensibilité qui ne serait point la sienne.

Encore faudrait-il trouver des militants assez ouverts et disponibles pour s'y consacrer et des moyens matériels nouveaux pour la soutenir. C'est là, à mon sens, la vraie question.

——

(1) Voir notamment GR 891, 894 et 895
(2) Il faut quand même savoir que la France se situe au 9e rang de la CEE (donc sur 12) pour les gains horaires des ouvriers convertis en ECU (Source Eurostat). Seules l'Espagne et la Grèce sont derrière nous.
(3) "Vivre et mourir en économie distributive" G.R. n° 878.
(4) par M.L. Duboin, éditions Syros
(5) G.R. n° 895
(6) "La monnaie verte" G.R. n° 880. "Le franc vert" G.R. n° 869

CETTE "CLEF"QU'EST L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE

Point n'est besoin d'être supérieurement intelligent - le bon sens suffit - pour comprendre et même prévoir les événements du monde, dans quelque domaine que ce soit (politique, social, économique, culturel) quand on possède la "clef" de l'économie distributive.

Un simple cas : Reagan, huit ans "patron" du pays le plus puissant du monde. Dans le premier tome de la chronique *"la décennie Mitterrand"* qu'ont entrepris P. Favier et M. Martin-Roland (Editions du Seuil), page 247, on peut lire : "*Jacques Attali ne peut oublier une scène surréaliste dans le bureau ovale. A quelques pas de Reagan en conversation avec Mitterrand, Dick Allen se plaint ouvertement de la "nullité" de son patron : "Je ne le supporte plus, il lit mes discours sans changer un mot, sans corriger. La semaine prochaine, il doit parler au Congrès et voilà ce que je vais lui écrire : "Mesdames et Messieurs, la situation est grave, c'est pourquoi je viens de passer le week-end à Camp David pour réfléchir. personne n'y avait encore pensé, mais ça y est, j'ai trouvé la solution aux grands problèmes de la planète. Tout sera résolu pour des siècles quand je vous aurai dévoilé mon plan". Et là, poursuit Allen dans un grand éclat de rire, Reagan tournera la page de son discours et aura sous les yeux mon dernier message : "and now son of a bitch you are on your own!!!" (et maintenant, fils de pute, tu te débrouilles tout seul).*

Or, dès mars 1984 (voir G.R.), nous évoquions *"ce dangereux analphabète politique"*. Et dans la Grande Relève de juillet 1987, nous écrivions, démonstration à l'appui : *"Ronald Reagan que l'histoire retiendra comme un comédien de seconde zone, aussi bien sur la scène politique qu'à l'écran, jadis*".

Autre point sur lequel la Grande Relève était *"en avance"*. Le Nouvel Observateur du 3 au 9 janvier est consacré à *"La revanche de Dieu. Les religions partout à l'offensive"*. Dans un encadré, on peut lire une citation du livre de Gilles Kepel (Seuil) *"la revanche de Dieu"* :

au bon logo

proposition N°7

"*Ronald Reagan, durant sa campagne électorale, fait état de ses doutes sur la validité de la théorie de l'évolution darwinienne et estime que la théorie de la création divine devrait être enseignée en parallèle dans les écoles".*

Or, la Grande Relève.de janvier 1989, dans *"la crise est finie"* citait déjà ces fortes paroles de Reagan : *"J'ai de sérieux doutes sur la théorie de l'évolution ; on devrait, dans les écoles, enseigner aussi la version biblique de la création"*.

Et, en ce qui concerne le Nouvel Observateur lui-même, la Grande Relève.l'a devancé en février 1990, dans *"libres propos"*, le paragraphe 3 est intitulé :*"le XXIe siècle sera religieux"*. Il commence par ces mots :*"Le XXIe siècle sera religieux ou il ne sera pas"* a écrit l'agnostique Malraux. Oui les thèses de l'économie distributive ont valeur de clef universelle. Une clef qui permet d'embrasser à la fois une culture du passé et une culture d'avenir, mais aussi une clef qui peut nous inquiéter quand on songe à cette autre clef qu'a détenue pendant huit ans la *"nullité"* Reagan, capable de faire sauter la planète ! Mais Bush vaut-il mieux ? A.P.

UN SYNDICAT ULTRA-CONFORMISTE

Des camarades nous avaient mis en garde. Le Syndicat des Chômeurs qui édite le mensuel "Partage" est sous influence vaticane et ne prend rien en compte qui ne soit compatible avec le système économique qui nous opprime. Nous avons voulu voir. Nous avons vu.

Nous avons assisté bien gentiment les 6 et 7 avril 1990 aux derniers Etats Généraux du Chômage et de l'Emploi où nous avons pu glisser furtivement quelques allusions à l'économie distributive (1). Nous avons eu, à cette occasion, un entretien avec Maurice Pagat, président du Syndicat et directeur du Mensuel. Il nous a proposé de publier dans "Partage" un article afin de faire connaitre nos thèses. Nous avons donc rédigé une étude originale et la lui avons fait parvenir en mai. Depuis... rien. Le 20 septembre, nous avons donc écrit une lettre à Maurice Pagat afin de lui rappeler sa promesse. Aucune réponse ne nous est parvenue à ce jour. "Partage" continue, pendant ce temps, à reproduire des textes d'auteurs connus qui ne sont en fait que de longs extraits de livres ou de revues déjà parus ailleurs. La facilité... et le conformisme...

A la fin des Etats Généraux, certains chômeurs (oui, il y en avait dans la salle, au milieu des orateurs officiels...) s'étaient plaints de ne point avoir reçu de réponses concrètes à leurs angoisses. Ils peuvent compter sur cet étrange syndicat pour faire le silence sur des idées qui, peut-être, en dehors du consensus ambiant c'est vrai, seraient de nature à leur ouvrir les yeux et répondre à leur attente.

R.M.

———

(1) Voir G.R. n° 890

Environnement :

POUR FAIRE RÉFLÉCHIR

DÉMOGRAPHIE

Population mondiale en 1938:

2 milliards (dont 30 % dans les pays industrialisés)

En 1988:

5,234 milliards (dont 23 % dans les pays industrialisés).

Prévision pour 2000 :

6,121 milliards (dont 21 % dans les pays industrialisés).

Prévision pour 2020:

8,8 au rythme des années 1940-80,

7,8 si le taux de croissance passe par un maximum en 2000 (prévision des Nations Unies).

***

DÉFORESTATION

Recul des forêts tropicales jusqu'en 1986 : 11 millions d'hectares par an. Forte augmentation depuis 1987. La forêt amazonienne a déjà perdu plus du quart de sa surface.

Dans la ceinture intertropicale, la déforestation a pratiquement détruit la moitié des forêts en 50 ans. Rapidité vertigineuse : celle du Liban avait pris 3000 ans et celle de l'Espagne, plusieurs siècles.

(d'après le rapport de la Commission des Nations Unies sur l'environnement et le développement)

***

DISPARITION DES ESPECES

Cinq millions d'espèces animales et végétales vivent aujourd'hui sur terre. Dans les dix ans à venir, près d'un million risque de disparaitre, le taux actuel de disparition étant mille fois plus grand que le taux naturel d'extinction.

(d'après J.M. Pelt, Institut Européen d'Ecologie)

***

ECHAUFFEMENT PAR EFFET DE SERRE

Alors qu'on estime à 270 parties par million (ppm) la concentration de gaz carbonique dans l'atmosphère à l'aube de l'ère industrielle, on a mesuré qu'elle est passée de 318 ppm en 1958 à 352 ppm en 1989 : augmentation de 30 % en deux siècles, de 10 % en trente ans. Conséquence : absorption accrue du rayonnement thermique dans l'infra-rouge, donc réchauffement. Autres gaz contribuant à l'effet de serre : le méthane (qui a doublé en deux siècles) et qui est 20 fois plus efficace, le protoxyde d'azote (N2O) et les CFC (qu'on désigne comme responsables du "trou" de la couche stratosphérique d'ozone) et dont une molécule est 10.000 fois plus efficace qu'une molécule de CO2.

Sans l'effet de serre de l'atmosphère, la température de la planète serait de -18° C alors qu'elle est en moyenne globale, de 15° C.

***

POLLUTION DES MERS

La plus contaminée est la mer Baltique, puis viennent la mer Noire et la Méditerranée. La mer du Nord reçoit chaque année plus d'un million de tonnes de composés nitrés, 35.000 tonnes de zinc, 12.000 tonnes de plomb, 4.000 tonnes de cuivre ou de cadmium.

(d'après l'Ifremer)

***

L'EAU EN FRANCE

En année moyenne, la France reçoit (pluies et neige) 440 milliards de m3, dont 270 s'évaporent. De novembre 1988 à octobre 1989, le total des précipitations a été le plus faible depuis 33 ans.

Chaque Français utilise 150 litres d'eau potable, en moyenne, par jour (120 litres pour une lessive en lave-linge, 80 en lave-vaisselle).

On estime, qu'en moyenne toujours, 40 % de l'eau potable produite est perdue par suite de fuites (fuites sur le réseau de distribution et chez l'usager), soit près de 1,2 milliards de m3. Le transport représente 70 % de la facture d'eau.

***

POLLUEURS DES RIVIERES

Nitrates et phosphates en excès dans l'eau des rivières ou des lacs entrainent l'entrophisation, c'est-à-dire la mort de l'écosystème. On estime que la concentration de phosphate que peut supporter une rivière est dix fois le seuil de saturation d'un plan d'eau, qui est d'environ 50 millièmes de milligrammme-par litre. Or les eaux de la Loire à Villeret en charrient jusqu'à 1500 par litre, 30 foisplus. Il y a une dizaine d'années, le taux n'était que de quelques dizaines.

Les phosphates du mlilieu aquatique ont quatre origines :

- les engrais agricoles: 110.000 tonnes/an en France
- l'industrie : 40.000 tonnes par an
- les rejets domestiques : 20.000 tonnes par an dans les lessives (85 % des détergents en sont à base de phosphates),
- et 20.000 tonnes par an dans les rejets physiologiques humains.

Le surcoût d'une unité de déphosphoration reviendrait entre 6 et 15 francs par an et par habitant.

Les nitrates sont d'origine essentiellement agricole : 2,5 millions de tonnes d'azote (fertilisants) sont épandus par an (90 kilos/hectare) et les déjections animales apportent un million de tonnes. Ils sont à l'origine de la multiplication par un facteur 3 à 5 selon les exploitations, des rendements agricoles. Ces nitrates sont actuellement retenus au sol par l'excès de sécheresse. Ils s'infiltreront vers les nappes phréatiques aux premières pluies importantes, constituant une menace pour les eaux potables.

La concentration maximale est fixée en Europe à 50 mg par l. Aujourd'hui, en France, 800.000 habitants consomment une eau qui dépasse cette norme. En certains lieux (Bretagne) la teneur en nitrates a été multipliée par 5 en vingt ans. Il a fallu ralentir la course folle à la productivité en limitant le nombre de porcs élevés par km2 : leur lisier avait rendu les eaux toxiques.

Au rythme de 100 m3 à l'heure, l'eau ressort d'une usine de dénitrification avec une teneur inférieure à 25 mg par litre. Estimation du coût d'une lutte antinitrates : 5 milliards de francs.

Les recherches effectuées à l'INRA montrent qu'il est possible de fabriquer des fertilisants moins riches, donc moins nocifs, sans condamner l'agriculture française à revenir 30 ans en arrière. Il est temps : selon les experts de l'OMS, huit maladies sur dix dans le monde sont liées à la mauvaise qualité de l'eau potable et chaque année, 20 millions d'enfants sont victimes d'une eau polluée.

***

(suite page suivante)

¨Les ordures

300 kg de déchets domestiques et 360 kg d'origine industrielle, par an, par habitant, en France. Au total, 170 millions de tonnes par an, 6.000 décharges illégales, 20.000 petites décharges sauvages. On pourrait en recycler plus des 2/3, plus astucieusement qu'en brûlant tout. Mais il faudrait trier... comme au centre de Romainville qui récupère chaque année 10.000 tonnes de papier, 3.000 tonnes de verre, 5.000 tonnes de ferraille et 1.000 tonnes d'autres matières... secondes.

***

A Montech, à 30 km de Toulouse, les ordures toulousaines n'ont pas accès (arrêté préfectoral). Mais…la ville de New Ulm, en Bavière, y verse, *chaque semaine*, 1250 tonnes d'ordures. Distance parcourue =1400 km, mais déposer des ordures en Allemagne coûte 4.880 F.Belges la tonne. A comparer aux 397 FB que la même tonne coûte à Montech.

(source:Réalités de l'écologie, janvier 1991)

***

Détecteurs de fumée

La majorité des détecteurs ioniques contient de 1 à 5 microcuries d'Américium 241 dont la demi-durés de vie est de 433 ans…et on les jette à la poubelle!

***

Pollution de l'air

La pollution soufrée (SO2) a baissé de 50 % depuis quinze ans. Cela a coûté de l'ordre de 10.000 à 20.000 F l'heure.

La pollution automobile (oxydes d'azote et de carbone) n'évolue guère. 5 millions de véhicules circulent en Ile de France, relâchent 1,2 million de tonnes de CO, 80.000 tonnes d'oxydes d'azote et 150.000 tonnes d'hydrocarbure.

***

Chauves-souris

Les chauves-souris, essentiellement insectivores, consomment en une nuit l'équivalent de leur poids en insectes… Pour une moyenne d'activité par an d'une centaine de jours, celà peut atteindre Trois kilos d'insectes détruits, donc sans aucun pesticide polluant, par chaque chauve-souris.Malheureusement, des superstitions débiles (on assimile encore de nos jours les chauves-souris au diable et il est des gens qui s'acharnent à les tuer) et la pollution sont déjà parvenus à en exterminer totalement bon nombre d'espèces…

***

Bouteilles

Cinq bouleilles consignées d'un demi-litre peuvent, en coût de fabrication, en matièrespremières et en énergie dépensée, remplacer 450 cannettes métalliques de 33 cl. En plus elles n'encombrent pas les poubelles. Et encore en plus, elles coûtent dix fois moins cher.

(d'après Tam-Tam)

au bon logo

proposition N°8

bloc-notes

associations

G.S.E.D.
Groupe des Salariés
pour l'Economie Distributive
11, rue St Vincent-de-Paul
13000 MARSEILLE

*

CITOYENS DU MONDE
15, rue Victor Duruy
75015 PARIS

*

LI A CO FA
Liaison et action contre la faim
4, square du Nouveau Belleville
75020 PARIS

*

EDEN
Equipes pour la diffusion
d'une Economie Nouvelle
2, rue Berthe-de-Boissieux
38000 GRENOBLE

*

AGIR ICI
POUR UN MONDE SOLIDAIRE
17, place de l'Argonne
75015 PARIS

*

COMBAT NATURE
route des Piles
24750 PERIGUEUX

revues

TRANSVERSALES
INSEP 31, rue de Mogador
75009 PARIS

*

L'HOMME LIBRE
BP.205 -42005 SAINT-ETIENNE

*

LA LUCARNE
11, rue du Monnel
7500 TOURNAY Belgique

*

TAM-TAM
33, rue de Rénipont
1328 OHAIN Belgique

*

INFOR VIE SAINE
127, rue de Fernelmont
5020 CHAMPION Belgique

*

RENAITRE 2000
André Dumas, ave. des Sablons
77230 DAMMARTIN-EN-GOELE

*

A FAIRE
Journal de l'Aldéa
agence de liaison pour le
développement
d'une économie alternative
90, rue des Couronnes
75020 PARIS

*

J'adhère pleinement aux thèses distributistes, c'est une éthique supérieure, mais applicable seulement à une société composée d'individus très évolués. Il me semble que la réflexion économique ne suffira pas pour changer les mentalités qui ne suivent pas les formidables progrès des sciences et des techniques.
Les préjugés, la crédulité, l'égoïsme savamment entretenus barrent la route aux idées généreuses.
Les faibles moyens de ceux qui veulent la libération de l'homme sont bien dérisoires en face de la puissance et l'ingéniosité des médias au service du dieu argent.
La plupart des émissions de la télévision ne servent qu'à entretenir la paresse de l'esprit en lui donnant l'illusion d'une fausse culture, alors qu'elles devraient répandre le goût du savoir et de la connaissance.
Beaucoup trop d'individus ne comprennent rien aux termes économiques, le niveau culturel est au plus bas, tout est fait pour les empêcher de penser, c'est le sabotage organisé de l'intelligence populaire.
Toutes les morales qui ont été proposées jusqu'à ce jour n'ont été que des adaptations de l'éthique d'Aristote, elles visent toutes à entretenir les inégalités avec l'aide des mythes plus ou moins religieux.
Nous sommes dans un cercle vicieux, la société, jusqu'ici, n'a fait que refléter les défauts des hommes, pourtant ce n'est que lorsque ces derniers seront devenus meilleurs que la société pourra le devenir.

R.G., Tonnay-Charente

NOTRE RÉPONSE :

Eternel problème de la poule et de l'œuf... Et pourtant, peut-on soutenir qu'il n'y a jamais eu de progrès ? Les utopistes du passé n'ont-ils pas fait évoluer les mentalités ? L'inquisition, le droit absolu de vie et de mort sur des esclaves, par exemple, n'ont-ils pas régressé, au moins dans certains pays ?
Toutes les forces de l'argent tendent à conditionner l'homme pour leur plus grand profit. Vous nous rejoignez parfaitement sur ce constat.
Mais, s'il faut attendre que, dans ces conditions, les mentalités changent avant de proposer nos réflexions économiques... il n'y a pas d'espoir.
Notre raisonnement est inverse. Nous pensons que les moyens économiques ont évolué de façon tellement révolutionnaire que le bon sens peut amener les hommes à s'y adapter pour en profiter tous, depuis qu'il est désormais possible d'habiller Paul sans déshabiller Pierre.

M-L D

***

Les abonnés, les sympathisants se trouvent dispersés dans l'hexagone, beaucoup militent isolément et abandonnent au bout d'un certain temps par lassitude.
Cet isolement étant préjudiciable à la propagation de nos thèses, il serait souhaitable d'établir un contact, un rassemblement annuel par exemple, qui permettrait des échanges d'idées. Actuellement, le lien existant est la publication de la Grande Relève, nous ne pouvons nous apprécier mutuellement.
Un mot sur la Grande Relève que j'apprécie, mais je considère qu'il y a trop de textes techniques, je souhaite dans les premières pages des articles d'une compréhension simple et facile, accessible à tous nouveaux lecteurs à l'exemple des anciens éditoriaux de J. Duboin, les dernières pages aux textes techniques demandant une plus grande réflexion.

J.F., Le Chesnay

NOTRE RÉPONSE :

Tous les lecteurs de la Grande Relève ne veulent pas ou ne pourront pas se déplacer pour se rencontrer à une date donnée. C'est pour celà que nous pensons que le journal doit être pour eux une tribune permanente, un moyen facile d'échanger leurs idées, de faire part de leurs projets, de leurs initiatives, de leurs besoins. C'est également pour celà que nous publions des extraits de la plupart des lettres que nous recevons, afin que tout le monde en ait connaissance, plutôt que de divulguer l'adresses des lecteurs qui, peut-être, n'apprécieraient pas. Mais si vous entreprenez d'organiser des réunions de distributistes, nous ne manquerons pas de l'annoncer dans nos colonnes.
Il est difficile de faire aussi clair et aussi simple que les éditoriaux de J.Duboin, malgré nos efforts. En particulier sur les questions monétaires, devenues extrêmement complexes, comme si un petit nombre d'experts se les réservait pour mieux en tirer profit. Nous essayons tous les moyens pour amener nos lecteurs à aborder ces questions... vitales !
M-L D

***

La crise écologique, comme la crise sociale, ne connait pas de frontières. Les deux reposent sur une vision exploitationniste du monde, en général.
C'est donc bien au-delà d'un système économique qu'il faut chercher les racines du mal, mais dans la vision même du monde.
C'est toute une prétendue civilisation qui bascule ayant achevé son temps. C'est un autre regard qu'il faut porter sur ce qui nous entoure, hommes, animaux et choses de la nature. Un regard convivial et amical. Si l'espoir d'une économie juste et humaine est plus que jamais d'actualité, pour se réaliser, il faut embrasser tout l'horizon d'une civilisation à naître. En se cantonnant dans des théories économiques datant d'un demi-siècle, sans aller au fond de la conscience humaine, il me semble que les combattants de l'économie distributive, qui se veut abondanciste, retardent d'une guerre.

E.V., Le Pradet

NOTRE RÉPONSE :

Merci, on nous reproche en général d'être beaucoup trop en avance sur notre temps !
Quant à notre souci d'élargir la réflexion à tout ce qui nous entoure, hommes, animaux et choses de la nature, la Grande Relève prouve par la diversité des réflexions qu'elle transmet que tel est bien notre objectif.

M-L D

au bon logo

proposition N°9

***

Il ne me parait pas utile de revenir sur ma critique du système capitaliste. Ma réflexion parue sous le titre "Accusé, levez-vous" dans le numéro 884 en dit assez à ce sujet.

Par ailleurs, je suis entièrement d'accord sur l'analyse globale que font les distributistes, parfaitement résumée à la dernière page de chaque numéro de la revue, et la nécessité d'instaurer un système économique permettant la juste répartition des biens et services produits tout en veillant à ce que ceux-ci correspondent aux besoins, ne fait pas l'ombre d'un doute.

Mais il me semble qu'entre la réalité et les théories énoncées tant dans "l'économie libérée" que sous forme romancée dans "les affranchis de l'an 2000", il y a un fossé où l'aventure humaine se casse la gueule.

C'est le fait que l'initiative humaine, seule source de progrès, vient des individus et ne trouve son épanouissement qu'avec leur liberté d'action, que toute structure étatique centralisée non seulement n'est pas à même de mettre en valeur productive cette liberté d'action mais encore que, par l'inertie des rouages administratifs, elle tend à étouffer et à bloquer toute velléité d'initiative individuelle.

Toutes les prétendues bonnes raisons pour préconiser l'institution d'un système économique centralisé théoriquement juste ne peuvent éviter, sauf aveuglement relevant de "la foi", de découvrir leur talon d'Achille dans la faillite économique, sociale et politique des pays de l'Europe de l'Est.

Or, sauf imbécillité de ma part, tout le système imaginé (jusqu'à présent) désigné sous le nom d"économie distributive", repose sur la centralisation du pouvoir économique au niveau de l'Etat, tant en ce qui concerne la production que la distribution, du seul fait que, la monnaie n'étant pas transmissible après sa première utilisation, l'Etat devient l'intermédiaire obligé et obligatoire entre le consommateur et le distributeur pour son approvisionnement, - entre le distributeur et le producteur - pour le même approvisionnement entre le producteur et le constructeur des matériels d'équipements nécessaires à la production des biens de consommation.

Autrement dit, l'Etat devient le "patron", le "maître absolu" de l'ensemble productif qui, comme tout maître absolu, ne peut que paralyser les initiatives individuelles.

Quoique ne mettant nullement en doute la volonté de justice et de progrès de mes amis distributistes, il me semble, pour cette raison même, que nous devons encore, cent fois sur le métier, remettre notre ouvrage.

E. V, Le Pradet

NOTRE RÉPONSE :

L'épanouissement des individus est un objectif essentiel de l'économie distributive. Attachant par conséquent, comme vous, à l'initiative privée, je me suis attachée à montrer dans "les affranchis" combien mes personnages étaient libres de créer, d'inventer, d'innover, de changer. Mais avec, en plus, et c'est capital, **les moyens** de le faire. Les moyens accordés aux entreprises le sont sans intérêt financier, dès lors que l'utilité du projet a été démontrée. Pour moi, l'initiative privée est beaucoup plus possible en économie distributive qu'en économie capitaliste où elle est assujettie à l'aide intéressée des banques…qui ne prêtent que sur critères purement financier et sans la moindre considération d'utilité.

Non, les distributistes n'ont aucune attirance pour un Etat **totalitaire**, qu'ils ne confondent pas (relisez J.Duboin) avec l'Etat **utilitaire**. Ce sont nos détracteurs qui se plaisent à confondre. Employant un mot à la mode, nous tenons au **principe de subsidiarité**, c'est à dire que nous pensons que les décisions doivent être prises au niveau le plus bas qui soit compatible avec leurs objectifs: la création d'une petite entreprise est l'affaire de la commune, voire du quartier et n'a pas à recevoir d'autorisation ou de moyens au niveau plus élevé, du département, par exemple. Par contre, la création d'une centrale, d'une usine d'automobiles ou d'une voie ferrée doit être définie à une échelle plus large, la région, par exemple.

Ce qui vous a fait croire, probablement, que l'économie distributive s'appuie sur un Etat centralisé, c'est la création de monnaie, qui, c'est vrai, n'y est plus le privilège des banques. Certaines distributions doivent être faites à un niveau suffisamment haut pour être plus justes. De même que la distribution d'électricité doit être centralisée, pour des raisons d'utilité. Le revenu de citoyenneté sera plus juste s'il est évalué à un niveau élevé , au moins celui de la région. N'ayant pas la place ici de rentrer dans les détails, disons que l'essentiel est que son évaluation soit faite sur des critères démocratiquement définis et de façon à assurer un maximum de justice en tirant le meilleur parti des possibilités. M-L D.

***

Malheureusement, je ne vois aucun progrès des "hommes par la science", allant vers l'économie distributive et assurant au monde une vie de solidarité, d'équité, de justice et de paix.

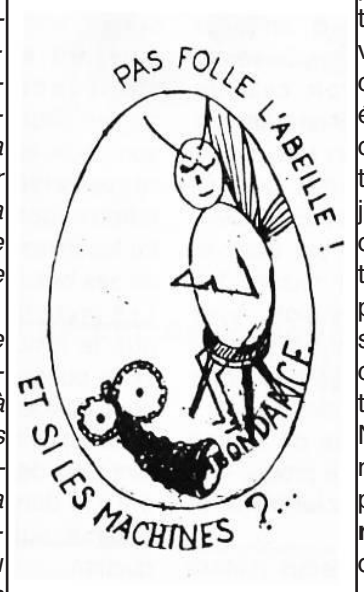
La politique actuelle du monde, c'est la loi de la jungle, où le fort domine par l'argent ou la guerre... Cà, vous le savez mieux que moi ! … Moi, je crois toujours à votre "économie," mais, malheureusement, les hommes politiques n'y croient pas.... Je pense que pour se faire "entendre" dans le monde actuel, il faut assumer une "politique", mais pas seulement parler d'économie. A ce moment-là, vous serez reçu ou accepté par les médias, et là, peut-être votre message pourra passer.

M.G., Ambarès

NOTRE RÉPONSE :

L'article "Stratégies" dans ce même numéro. R. M

au bon logo



proposition N°10

résumé de nos thèses

Pour produire ce dont il a besoin pour vivre, l'homme a toujours cherché à améliorer ses techniques, afin d'alléger sa peine. Mais en ce XX ème siècle, l'accélération des progrès technologiques est une révolution sans commune mesure avec celles du passé. De puissantes machines et des robots sont capables aujourd'hui de remplacer le travail de l'homme dans toutes les tâches de routine, se substituant non seulement à ses muscles et à l'agilité de ses doigts, mais aussi à sa mémoire, à la plupart de ses sens, et même aux activités purement logiques de son cerveau.

Avec la découverte des codes de la nature (génie génétique en particulier) et les productions de matières premières sur mesure, l'humanité est en train de vivre une véritable mutation ; **elle est au seuil d'une nouvelle civilisation.**

Cette "révolution de l'intelligence " est, comme l'annonçait J. Duboin en lançant ce journal en 1934, " la grande relève " des hommes par la technique, dans tous les processus de production. Fini le temps, où, pour assurer sa survie, l'être humain était obligé d'y consacrer toutes ses forces et toute sa vie ! L'essentiel des productions nécessaires peut désormais être réalisé par des robots...

Ceci implique d'énormes changements dans nos comportements économiques.

Le pouvoir d'achat ne pouvant plus être mesuré par la durée d'un travail accompli, il faut imaginer d'autres moyens que le salaire pour accéder à ce que les robots doivent fabriquer pour tous.

Parce que nous n'avons pas eu le courage de renoncer à des habitudes qui se révèlent inadaptées, nous avons laissé notre monde se transformer en une gigantesque poudrière, où tout craque, où tous s'affrontent. La course au profit des uns, la lutte des autres pour leur survie, **font courir à notre environnement des risques majeurs ,** alors que le fossé se creuse entre les riches qui s'enrichissent, et les pauvres qui s'appauvrissent.

La misère grandit en ce monde au moment où s'ouvre l'ère de l'abondance ! Ce monde absurde où l'on dépense plus de 10 millions de francs ***chaque minute*** pour la guerre, mais où on ne trouve pas d'argent pour empêcher des millions de gens de soufrir de malnutrition !

Nous sommes placés à la charnière entre deux civilisations. Héritière d'un formidable potentiel de savoir-faire et de techniques (qui est le fruit des efforts accumulés par toutes celles qui l'ont précédée), notre génération a l'énorme tâche d'assurer l'adaptation de la société à cette brutale transformation. **Il nous appartient d'imaginer et d'installer les moyens pour que ces immenses possibilités, au lieu d'écraser la plupart d'entre nous, soient maîtrisées et organisées pour assurer l'épanouissement optimum de tous les êtres humains... et de leurs descendants sur cette planète.**

A l'époque où le monde dit civilisé surmontait la crise de 1929... pour s'enfoncer dans la seconde guerre mondiale, ces moyens ont été proposés par J. Duboin sous le nom de :

l'économie distributive

Mettre l'économie au service des gens et non plus l'inverse, adopter et suivre une saine politique de gestion des ressources, celà n'est pas possible tant que la monnaie (le "sang de l'économie") permet la spéculation et tant que la création de cette monnaie ex-nihilo reste le privilège exercé par les banques avec leur intérêt pour objectif.

La première et radicale transformation nécessaire est donc celle de **LA MONNAIE** : **la monnaie distributive n'est pas thésaurisable et elle ne circule pas**. C'est une **monnaie de consommation** qui s'annule (comme s'annule un billet de train) quand une production ou un service est parvenu à son consommateur. Elle est créée proportionnellement à la production : il y a équilibre entre revenus distribués et montant des richesses disponibles.

LE TRAVAIL : Même en développant toutes les possibilités, il restera toujours les tâches que seul un humain peut accomplir. Celles-ci doivent être partagées entre tous, en fonction des aptitudes et des besoins. C'est à la fois **un devoir,** celui de participer, et **un droit**, celui d'être un citoyen qui assume son rôle. Cette participation aux tâches nécessaires devient un **SERVICE SOCIAL** dont la durée calculée sur une vie ne fera que diminuer à mesure des progrès de l'automatisation. Ainsi peut augmenter pour tous la proportion de **temps dégagé** pour des activités **librement** choisies.

Dès lors que le temps de travail humain décroît pour une produc-tion croissante, il faut **dissocier** travail et revenus.

LES REVENUS : Les revenus n'étant plus mesurés par le travail, il faut trouver d'autres critères pour que chacun reçoive sa part d'une production qui peut croître à volonté. L'économie distributive assure à chacun cette part en lui versant régulièrement son **REVENU DE CITOYEN** (la carte à mémoire est parfaite pour cela) de la naissance à la mort: tout individu homme ou femme, travaillant ou pas, devient ainsi **un être économiquement indépendant.** C'est un moyen pour ce dernier d'exprimer son choix quant à la production à renouveler (la loi du marché retrouve donc son rôle) et d'orienter les investissements en fonction de ses besoins.

LES INVESTISSEMENTS, de même que le fonctionnement des services publics, sont pris en compte pour évaluer la production "disponible" et celle-ci détermine le montant total des revenus à distribuer; il n'y a donc **pas d'impôt** et les revenus augmentent avec la production.

Ainsi l'ère de l'abondance n'est plus le règne du veau d'or, c'est celui d'une gestion objective des biens de ce monde en **fonction des besoins.**

La compétitivité fait place à la convivialité.